

d'expansion des Six est le plus fort du monde, à l'exception, peut-être, du Japon. Toutes les capacités productives, la main-d'œuvre et l'équipement sont totalement utilisés. Le chômage est virtuellement inconnu là-bas. En 1960, la production a progressé de 8 p. 100 dans les pays du Marché commun. La fabrication de l'acier, indice significatif de l'activité industrielle, s'est accrue de plus de 15 p. 100 en comparaison de 8.5 p. 100 en Union soviétique et de 5.3 p. 100 aux États-Unis.

Et malgré cette rapide expansion, les prix sont demeurés stables. Le coût de la vie n'a pas augmenté d'une façon démesurée. Bref, les perspectives économiques, là-bas, sont tellement attrayantes qu'il n'est pas étonnant que le capital américain, le capital britannique et même le capital canadien émigrent dans ces pays. *Polymer Corporation Ltd.*, de Sarnia, Ont., par exemple, va construire une usine de caoutchouc synthétique à Strasbourg, en France; *Massey-Ferguson* agrandit et reconvertit ses usines dans ce pays; et toujours en France, *Seagram's* prend une participation importante à l'industrie vinicole. Ce sont des faits. Ce qui indique, de façon claire et nette qu'à cause de l'expansion qu'il y a là-bas, les Canadiens, les Américains, les Britanniques songent à s'y établir, alors que nous, de ce côté-ci de l'océan, voulons de plus en plus nous en éloigner.

Il faut bien convenir, monsieur le président, que l'Amérique du Nord ne fait pas brillante figure en regard de ce qui se passe là-bas. Depuis quatre ans, le taux d'expansion de l'économie canadienne est très faible. Les investissements dans l'équipement industriel fléchissent. Nous avons eu une récession en 1957-1958, et une autre au printemps de 1960. Le chômage, ici, atteint des proportions inquiétantes. En 1960, notre production per capita a été de 5 p. 100 inférieure à celle de 1956. Nos exportations s'accroissent moins vite et, si leur tenue a été satisfaisante l'an dernier, le fléchissement qu'elles ont connu ces derniers mois laisse prévoir des incertitudes pour 1961 et 1962. Le déficit de notre balance s'aggrave (les États-Unis ne sont pas dans une meilleure position que nous, la détérioration de leur balance de paiements se traduit par un inquiétant exode d'or et une menace pour leur dollar.) La plupart de nos industries souffrent d'un excédent de capacité inutilisée. Bref, notre économie est loin de tourner à plein.

Donc, je pose de nouveau la question: Que fait le gouvernement canadien en face de cette situation? Le gouvernement n'a malheureusement pas de politique précise en marge de cette situation du Marché commun. Mais par contre, inquiet, comme il a raison de

l'être, de ce qui se produirait si nous perdions nos marchés britanniques, le gouvernement proteste et menace. Le ministre des Finances a beau se plaindre! Mais voici ce que déclarait récemment un dirigeant européen à Bruxelles, au sujet de toute cette affaire, à un journaliste du *Financial Post*:

Expliquez aux Canadiens que même si nous comprenons leurs problèmes, les menaces de M. Fleming ne sauraient nous faire peur... Si les initiatives que nous prenons vous déplaisent, libre à vous de prendre les mesures que votre gouvernement estime nécessaires.

Nous avons beaucoup d'affection pour les Canadiens, mais n'allez surtout pas penser qu'un marché de 18 millions d'habitants peut nous amener, par des protestations, à modifier nos programmes fondamentaux. Gardez le sens des proportions.

Et il concluait ainsi:

Si, par dépit, vous vous retirez sous une coquille protectrice, vous ne ferez que compliquer et multiplier les difficultés de votre économie.

Je voudrais maintenant consigner au hasard les paroles d'une personne qui était au Congrès, un monsieur que vous ne manquez jamais de citer ici à la Chambre des communes, parce qu'il écrit dans le journal *The Gazette*; le ministre du Travail (M. Starr), entre autres, le citait avec grande joie, l'autre jour, lors de l'étude de ses crédits. Il s'agit du chroniqueur financier de *The Gazette*, M. John Meyer, qui écrivait le 13 septembre, pendant la conférence économique du Commonwealth, ce qui suit:

L'hon. M. Fleming: Il n'était pas là.

L'hon. M. Chevrier:

La délégation gouvernementale canadienne à Accra perd son temps en essayant d'impressionner les Anglais, et contribue ainsi à renforcer l'opinion que les Canadiens sont incapables de diriger leurs propres affaires. Le gouvernement canadien n'a rien fait depuis deux ans pour prévoir les conséquences de l'adhésion de Londres au Marché commun. Il n'a fait que menacer.

Cette conférence, comme les précédentes de Londres et d'Ottawa, marque la faillite de notre politique. Nous donnons l'impression de vouloir, futilement, nous opposer à la marée montante de l'expansion économique de l'Europe.

M. Martineau: L'honorable député a-t-il dit que M. Meyer était à la conférence d'Accra?

L'hon. M. Chevrier: Oui, j'ai bien dit cela; mais j'accepte la correction qu'a faite le ministre à l'effet qu'il n'y était pas.

Tout de même, le fait est que le chroniqueur de *The Gazette*, un financier au service d'un journal qui éprouve une grande sympathie pour le gouvernement actuel, a écrit ce que je viens de citer.

L'hon. M. Fleming: Il n'a rien écrit d'Accra à ce sujet, je vous assure.

L'hon. M. Chevrier: Il a écrit ce que je viens de citer, et ceci indique clairement ce qu'en